

COVID-19 : la vie religieuse perturbée

Frédéric Barriault

Numéro 810, septembre–octobre 2020

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/93980ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Centre justice et foi

ISSN

0034-3781 (imprimé)

1929-3097 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Barriault, F. (2020). COVID-19 : la vie religieuse perturbée. *Relations*, (810), 9–10.

COVID-19 : LA VIE RELIGIEUSE PERTURBÉE

La pandémie a d'importantes conséquences pour les catholiques du Québec.

Frédéric Barriault

L'auteur, historien, est responsable de la recherche et des communications au Centre justice et foi

La pandémie de COVID-19 et le confinement qui l'a accompagnée ont eu des conséquences notables et souvent dramatiques sur la vie religieuse. Contrairement à certaines Églises évangéliques étasuniennes qui ont défié le confinement, les catholiques, les protestants, les musulmans et la majorité des communautés juives du Québec se sont pliés de bonne grâce aux mesures sanitaires imposées par les gouvernements, mettant ainsi un terme temporaire aux rassemblements dans les lieux de culte. Leur sens de la responsabilité civique mérite d'être salué, sachant que cette pandémie coïncidait avec les moments les plus sacrés de la vie religieuse juive (Pessah), chrétienne (carême, Pâques) et musulmane (ramadan, Aïd al-Fitr).

Au Québec, la COVID-19 a été particulièrement meurtrière au sein des congrégations religieuses, souvent vieillissantes et disposant d'équipes médicales restreintes dans leurs infirmeries. On compte au moins une soixantaine de décès chez ces grandes oubliées des mesures d'urgence. Alors que l'attention du gouvernement caquiste était focalisée à juste titre sur la crise dans les CHSLD, ces communautés ont multiplié les appels à l'aide aux autorités sanitaires. Ce n'est que le 8 juin que le gouvernement leur a offert une aide d'urgence. D'aucuns y ont vu négligence et ingratitude envers ces religieuses et ces religieux qui ont soigné et éduqué des générations de Québécoises et de Québécois, et souvent soutenu leurs luttes.

Le confinement prolongé a aussi eu des conséquences sur la situation financière d'un grand nombre d'institutions religieuses. L'interdiction des rassemblements a en effet tari une importante source de revenus: les dons des fidèles, pour la plupart versés en espèces. Privé des recettes de la quête du carême de partage, l'organisme Développement et Paix a ainsi mis à pied temporairement une grande partie de son personnel, tout comme l'ont fait un grand nombre de paroisses et de diocèses. Deux églises du diocèse de Sherbrooke ont déjà annoncé leur fermeture en raison du marasme financier amplifié par la pandémie.

La fermeture temporaire des lieux de culte a aussi contraint les familles à remettre à plus tard les funérailles de leurs proches, comme on le sait, entravant leur processus de deuil. Par ailleurs, cette fermeture a également poussé les églises à investir le Web pour animer la vie spirituelle. L'offre liturgique s'est d'abord limitée aux

messes retransmises en ligne – une formule répondant aux besoins des fidèles plus âgés –, puis, d'autres propositions ont suivi, des liturgies de la Parole aux réflexions bibliques en passant par les retraites en ligne. On a même vu émerger toute une panoplie de «services liturgiques à l'auto», allant des confessions «drive-thru» jusqu'à l'eucharistie «pour emporter», certains catholiques n'arrivant clairement pas à accepter d'être privés de messes et de sacrements.

Cette apparente diversité de l'offre liturgique met en lumière des clivages théologiques de plus en plus apparents. Le débat s'est en effet cristallisé autour du thème de l'accès des fidèles à l'eucharistie, en premier lieu les malades et les personnes vulnérables, puis tous les catholiques, qui seraient victimes d'une violence spirituelle et d'une «blessure eucharistique» en raison du confinement. Pour plusieurs, il importait de réaffirmer l'importance de l'eucharistie et du sacerdoce, la



Photo : WikiCommons

Communautés religieuses solidaires

Un élan de solidarité s'est déclaré, en mai dernier, entre les communautés luthérienne et musulmane du quartier de Neukölln, à Berlin. En plein ramadan, l'église Martha de Kreuzberg a ouvert ses portes aux fidèles musulmans de la mosquée Dar Assalam, laquelle était dans l'impossibilité de les accueillir tous en raison des règles de distanciation physique liées à la pandémie de COVID-19. Tous ont ainsi pu célébrer les dernières prières marquant la fin de la période du jeûne.

Même le pasteur luthérien a participé aux célébrations du vendredi soir.

Voilà un exemple parlant qui illustre l'esprit de cohésion interreligieuse, d'unité et de partage culturel vers lequel il est primordial de tendre, en temps de crise comme en temps «normaux». Ainsi, bien que la pandémie révèle et amplifie certaines des tares les plus profondes de nos sociétés, elle ouvre aussi la voie à des gestes qui ravivent l'espoir en la bonté et la solidarité humaines.



Diffusion en continu d'un service religieux pendant la pandémie. Photo : WikiCommons

bonté et la toute-puissance de Dieu, la victoire de Jésus sur la mort, etc.¹». Derrière ce discours sur l'eucharistie se profile un cléralisme assumé selon lequel le prêtre, seul à pouvoir consacrer le pain et le vin, est le centre de

l'Église. Ces «hosties pour emporter», tout comme ces messes sans assemblée diffusées sur Facebook, donnent également à voir une vision appauvrie de la Cène, sans sa dimension festive et communautaire.

Prenant le contrepied de cette vision cléricale, une autre perspective est mise de l'avant par les tenants du christianisme social, ceux-ci insistant plutôt sur les injustices sociales et les souffrances exacerbées par cette pandémie, qui sont autant de blessures infligées à l'Église. Interprétant la suspension des activités liturgiques comme un signe des temps², ces chrétiens consacrent leurs énergies à venir en aide aux personnes vulnérables fragilisées par la COVID-19 et le confinement. Ils réfléchissent aux solidarités durables et aux relations de proximité à déployer auprès des personnes vulnérables, craignant que le déconfinement ne rime avec un retour à une vie liturgique routinière et à une vie ecclésiale détachée des réalités du monde. 📍

1. Anne Bourdin, «La "blessure eucharistique" du confinement dans un livre du père Léthel, ocd», *Zenit*, 21 mai 2020.

2. Voir Tomás Halik, «Les églises fermées, un signe de Dieu?», *La Vie*, 24 avril 2020.

Nouvelle victoire pour BDS

Le 11 juin dernier, la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) a condamné la France pour violation de la Convention européenne des droits de l'homme. Ce verdict est tombé en réponse à la condamnation, par la justice française, d'un groupe de militants propalestiniens accusés d'« incitation à la discrimination économique envers des personnes en raison de leur appartenance à une nation ». En septembre 2009 et en mai 2010, ces derniers avaient distribué des pamphlets sur lesquels il était écrit : « Acheter les produits importés d'Israël, c'est légitimer les crimes à Gaza, c'est approuver la politique menée par le gouvernement israélien ». La CEDH a jugé que la condamnation de ces militants constituait une violation claire de l'article 10 protégeant la liberté d'expression. Ce verdict est significatif puisque selon Antoine Comte, l'avocat du mouvement Boycott, désinvestissement, sanctions (BDS) en France, il « restitue aux citoyens la possibilité de débattre de questions nationales ou internationales et d'en tirer si besoin des appels au boycott ». Source : <lemonde.fr>.

Création de l'Internationale progressiste

L'Internationale progressiste (IP) a été officiellement créée en mai dernier pour mieux coordonner différents mouvements et groupes progressistes mobilisés à travers le monde. En œuvrant à l'établissement d'un réseau mondial d'activistes, d'organiseurs, de militants, de penseurs et de praticiens, l'IP vise à démocratiser les ressources pratiques et théoriques nécessaires à l'établissement d'une force internationale progressiste cohérente. Dans le contexte de la crise sanitaire actuelle, qui révèle avec clarté à qui profite le capitalisme de l'urgence – soit autant aux financiers et aux spéculateurs qu'aux gouvernements de droite qui renforcent leurs politiques xénophobes et d'exclusion identitaire –, ce nouvel acteur ne chômera pas, ses conseillers stratégiques, parmi lesquels figurent Naomi Klein et Noam Chomsky, estimant que « jamais la solidarité internationale n'a été plus nécessaire – ni plus absente ». Voir : <progressive.international>.

Wet'suwet'en : des accusations tombent

Aucune accusation ne sera portée contre les 22 manifestantes et manifestants arrêtés en février dernier dans le cadre du mouvement de solidarité envers les chefs héréditaires des Wet'suwet'en opposés au projet Coastal GasLink – qui avait mené au blocage d'importantes voies ferroviaires. La décision du service des poursuites de la Colombie-Britannique, rendue publique le 6 juin dernier, a notamment été justifiée par le manque de preuves reliant les accusés aux dommages causés à un pont. Carrie Kaukinen, l'avocate représentant Coastal GasLink dans ce dossier, a déclaré que la compagnie allait suivre l'exemple de la Couronne et abandonner les poursuites civiles intentées contre ces manifestants. Une décision qui motivera certainement celles et ceux qui luttent toujours pour empêcher le passage du gazoduc sur le territoire des Wet'suwet'en.

Source : <democracynow.org>.